

L'EPS QUE NOUS VOULONS EN DÉBAT

Alain Becker poursuit la réflexion entamée lors du débat pluraliste du dernier séminaire organisé par le Centre EPS et Société en précisant quelle EPS nous voulons !

Par sa forme ouverte, critique, où l'expression de convictions n'a d'intérêt que confrontées à celles des autres, ce séminaire a été sans aucun doute une actu EPS. Mais constatons que nous sommes bien seul-es à goûter cela. Si nous invitons régulièrement certain-es de nos ami-es à pratiquer ce type de sport, le Centre est en revanche rarement invité à jouer sur terrain « adverse ». Doit-on parler ici d'ostracisme? Triste état démocratique des débats sur l'EPS. Disant cela nous pensons aux diverses associations, aux établissements universitaires concernés par l'EPS. Nous leur rappelons que, toujours représentatifs, productifs, nous sommes disponibles pour réfléchir à ce qui nous réunit malgré tout : la discipline, le métier d'enseignant d'EPS, l'histoire particulière qui nous a toutes et tous fait-es... alors que la mémoire s'effrite et que l'oubli gagne.

Saluons donc et remercions Thierry Tribalat, Didier Delignières, G Dietsch, S. Durali, L. Lemeur, d'avoir accepté ce dialogue. L'heure est à penser l'EPS « d'après », à des synergies, des synthèses. Il s'agit plus d'ajouter que de soustraire... mais de le faire dans la clarté. Or quel lieu, où sans crainte de sanction, entrave à sa carrière, pouvoir parler aujourd'hui métier, de l'état de la discipline, faire usage sans restriction de sa liberté pédagogique, professionnelle et citoyenne? C'était l'ambition du séminaire. Nous savions être différent-es, pour autant nous avons accepté le principe d'une « dispute », sans boudier la saveur de ce qui pouvait nous rapprocher... Pari tenu!

L'EPS, la crise sanitaire et un ministre masqué

L'EPS, qui se débat avec la pandémie est fragilisée dans ses fondements, ne laisse pas inactifs les partisans d'une Éducation « libérale ». Les mêmes qui déstabilisent chaque jour plus l'École de la République. Ils voient dans des solutions qui émergent pour que malgré tout l'EPS existe, dans leurs contradictions, un formidable réservoir d'idées à récupérer pour tourner la page d'une EPS « discipline d'enseignement » et composante à « part entière et entièrement à part » d'une culture commune scolaire. Et la prestation physique d'un ministre masqué devenu pour quelques instants élève d'une étrange et caricaturale leçon d'EP(S), les images qui en ont été diffusées, font honte. Plus, elles alertent. Et si pour l'homme

masqué, « l'EPS » d'après était finalement celle « d'avant » avant, à moins que ce ne soit celle d'un future totalement « décomplexé » comme on dit « à droite »? Tous les pères de la discipline, ont du se retourner dans leur tombe. C'est un peu notre histoire collective qu'on taille en pièce. Rien n'a été modifié dans le logiciel de notre ministre, comme dans celui du gouvernement, bien au contraire, la crise sanitaire est le laboratoire d'une formidable expansion libérale et autoritaire, qu'il s'agisse d'École, de culture, de droits sociaux ou encore de libertés publiques.

L'EPS menacée : crise pédagogique et culturelle ou crise politique et institutionnelle ?

La « confusion »... confusément

Sans récuser l'hypothèse d'une double causalité à discuter (l'EPS a toujours été en « crise »), nous voulons aller ici à l'essentiel. D'abord l'idée que les difficultés que nous rencontrons procéderaient d'une *confusion* installée depuis 1967 et toujours à l'œuvre, entre le *sport* et l'*EP*. Un « mariage contre nature » selon le CEDREPS. Devenue élément de langage, la *confusion* se veut idéologiquement explicative de tout. Et prononçant le te me, la *messe* serait dite! Et c'est son pouvoir de rassemblement des nostalgies disciplinaires qui surprend. Avec une interrogation : cette hypothèse résiste-t-elle à l'analyse? *En quoi est-il impossible de distinguer le sport comme phénomène social et culturel quasi universel et l'éducation physique et sportive discipline scolaire d'enseignement ?* Est-ce déraisonnable de penser qu'au contraire les choses ne se *confondent* pas, que c'est par facilité d'esprit qu'on le fait pourtant. Peut-être aussi pour mal cacher, au fond, son refus du sport en EPS? Explique-t-on la crise des enseignements artistiques en France par la nature artistique de ses contenus?

Causes internes ?

La cause des problèmes serait donc interne : une sorte de cancer rongerait la discipline depuis plus de 50 ans et nourrirait la déscolarisation en cours, oubliant que cette EPS là a réussi son intégration à l'EN, lui a permis à elle et à ses personnels de gravir, non sans contradictions, tous les échelons de la conformité scolaire. Bien-sûr se retrouvent



dans cette explication, avec des nuances, tous les protagonistes du changement de sigle de notre enseignement : du retour à « l'EP », à une « EP scolaire », une « EP santé »... Solution chirurgicale, voire sacrificielle même, sans qu'on sache très bien ce qui se substituera aux APSA comme matières à enseigner. À moins de considérer paresseusement que l'EP (quelle EP?) serait alors le contenu de l'EP, ou encore que le corps, l'équilibre personnel, la santé, le vivre ensemble, ou la citoyenneté... feraient l'affaire.

Raisons externes ?

Notre point de vue est opposé, 1967, en partie, reste une étape positive pour la discipline. L'histoire ne se reproduit jamais (« Soisson ou Comiti : le retour! »), mais les idées qui ont fait cette histoire, elles, traversent le temps. C'est le cas du néolibéralisme, il est à l'œuvre depuis les années 80 et touche aujourd'hui violemment l'École sous 5 aspects : recherche d'économie budgétaire, réduction du service public, autoritarisme (new management), localisme, individualisation. Les mobiles de la crise sont d'abord externes, politiques, économiques et institutionnel : ce qui intéresse le pouvoir en place, c'est la récupération des 30 000 postes de fonctionnaires de catégories A qui font l'EPS. La suppression de tout ce qui fonde l'existence d'une discipline scolaire d'enseignement dans la tradition française (avec ce constat, qu'encore aujourd'hui, notre EPS, qu'il s'agisse des horaires, des niveaux de formation, des contenus, reste un modèle envié en Europe par tous nos collègues). Et disons le cyniquement, le caractère sportif et artistique, bref culturel pour nous, de l'EPS ne fait rien à l'affaire. Le ministère depuis longtemps se moque pas mal, hors affichage formel, de nos contenus. S'il avait une ambition culturelle pour cet enseignement, s'il voulait une jeunesse active, sportive, cultivée, cela se serait traduit par des actes. Il le pense réduit dans son périmètre éducatif, instrumenté mais surtout d'une toute autre nature : réduit à de

l'activité physique (bougez-vous!), des éducations à pouvant être déléguées à d'autres intervenants que les enseignants d'EPS, à des institutions publiques, privées prêtes, avec appétit, à tous les marchandages. Nous connaissons leur prétention.

Une alternative : une autre EPS pour une autre École

Sortir d'un mode binaire et dominant de réflexion!

Dès 95 on devait se déterminer pour une entrée dans les programmes par l'élève ou par les APSA, pour le *développementalisme* ou le *culturalisme*, en 2000 pour une approche curriculaire ou disciplinaire des contenus, encore aujourd'hui, pour le corps ou les APSA, le fond ou la forme des APSA, les compétences ou les savoirs,

les savoirs sur le corps ou sur les APSA, la pratique ou l'activité, une EPS à effets différés ou immédiats, l'enseignement ou l'éducation, une École du savoir ou préparatoire à la vie, le local ou le national...

Penser l'EPS comme «résolument», simultanément et indissociablement scolaire, culturelle et sociale

Scolaire : parce que c'est son état, son identité, et qu'elle n'existe que par et depuis que l'École de la République existe. *Sociale* : parce que la profession a choisi il y a 50 ans contre l'avis de sa hiérarchie de faire des *pratiques sociales* (les APS[A]) les moyens d'assurer l'éducation physique et sportive de chaque élève.

Culturelle : parce qu'une transmission/appropriation critique des APSA (comme patrimoine vivant d'expériences et connaissances humaines, d'imaginaires) est la condition du développement historico culturel de chaque élève, de la construction de sa personnalité, de sa singularité, de sa liberté.

Une École de liberté, d'égalité et de fraternité

Et l'EPS, pour la part d'École qui lui revient, n'est « l'antichambre » de rien d'autre que cela. Ni bunker, ni auberge espagnole, l'École démocratique qui nous anime, nationale et locale, assure :

La liberté d'agir physiquement, de dépasser sa motricité quotidienne, de s'émanciper de tous préjugés qui entravent l'épanouissement des individus.

L'égalité d'accès de chacun-e à toutes les APSA, à toutes leurs formes de pratiques, comme conditions de leur démocratisation .

La fraternité au travers des divers types de rapports humains portées par les pratiques sociales que sont les APSA.

La discussion ainsi engagée va se poursuivre au travers du dossier sur « l'EPS que nous voulons », débattue au séminaire et dont nous souhaitons que chaque collègue le fasse sien. ♦ AB